

Grave échec du Conseil fédéral

9 mars 2021

Le Conseil fédéral est amené à prendre prochainement une décision capitale touchant aux relations extérieures de la Suisse et plus précisément à l'Union européenne : la suspension des négociations avec l'UE et le rejet de l'accord-cadre du 23 novembre 2018 semblent acquis. C'est un grave échec du Conseil fédéral tout entier, qui a mené depuis 2012 une politique européenne erratique, sans savoir vraiment ce qu'il voulait et sans comprendre ce que voulait l'Union européenne. Dans un éditorial retentissant, la *NZZ*, naguère encore favorable à l'accord, plaide pour l'arrêt de l'exercice, tant il est évident qu'il est condamné, et s'en prend nommément aux sept membres actuels du gouvernement pour n'avoir pas su gérer le dossier européen. Le pire serait de le transmettre au parlement – ou au peuple – pour lui laisser la charge de mettre fin à ce douloureux chapitre.

Les dirigeants politiques partagent avec ceux de l'économie, divisés sur le sujet, la responsabilité de cette débâcle. Le quotidien zurichois met en cause la Commission européenne, qui se serait montrée plus intransigente depuis 2018 et chercherait à marquer des points contre les États tiers plutôt qu'à résoudre pragmatiquement les problèmes posés. En réalité, la Commission que préside Mme Ursula von der Leyen n'a pas dévié d'un centimètre de la ligne fixée par son prédécesseur, M. Jean-Claude Juncker : elle n'était pas prête à renégocier un accord qui a nécessité six années de travaux, pour lequel elle a fait de nombreuses concessions et qui était équilibré, moyennant certaines précisions qu'elle était disposée à apporter. Perdante lors du référendum britannique de 2016 sur le Brexit, elle a su transformer ce revers en faisant montre de cohésion et d'unité, ce qui lui a permis d'imposer les conditions de la rupture avec Londres (l'UE ne craint donc pas les référendums !). De plus, on oublie trop facilement que les États membres appuient pleinement la Commission – pas un n'est intervenu pour soutenir la position de Berne.

Le Conseil fédéral n'a pas mobilisé les soutiens nécessaires dans les partis et l'opinion publique depuis qu'il s'est engagé à reculer dans la négociation non désirée avec l'UE. Il n'y a pas eu de débat public pour préparer cette décision fondamentale, si ce n'est quelques affrontements lors de l'élaboration du mandat de négociation en 2013. On a préféré glisser les vrais problèmes sous le tapis en les affublant du vocable de « lignes rouges », alors qu'ils constituaient le véritable enjeu des pourparlers – ainsi de la libre circulation des personnes, tabouisée artificiellement. Ni les représentants gouvernementaux ni les partenaires sociaux n'ont eu la hauteur de vue qui aurait permis de résoudre le problème de la protection des salaires.

Il aurait fallu la vision d'hommes d'État capables d'apprécier la place réelle de la Suisse dans le monde aujourd'hui et dans dix ans pour comprendre la valeur d'un accord qui pérennise la voie bilatérale et maintienne la relation spéciale que nous entretenons avec l'UE, faute de vouloir y adhérer. Un nouvel accord « intérimaire » avec l'UE (comme l'étaient les bilatérales, « temporaires » à l'origine !) qui gèlerait les relations telles qu'elles se présentent aujourd'hui n'a pas grand sens. Rêver d'une nouvelle négociation qui serait destinée à prolonger le bilatéralisme tel qu'il est aujourd'hui témoigne d'une méconnaissance de la réalité : on n'évacuera pas des problèmes tels que le règlement des différends, l'application conforme de l'accord sur la libre circulation des personnes ou la mise à jour de l'accord de libre-échange de 1972, qui sont pour Bruxelles les conditions du maintien du bilatéralisme. Et on s'apercevra à cet égard que l'accord institutionnel offrait les meilleures solutions possibles et qu'il comportait un équilibre des concessions que l'on ne retrouvera pas plus tard. L'UE ne cesse de renforcer son marché intérieur auquel nous avons accès. Si nous n'en voulons pas, nous verrons cet accès

se rétrécir et se hérissier d'obstacles – regardez ce qui se passe du côté de la Grande-Bretagne – provoquant les retards et les contrôles aux frontières. On comprendra alors ce que cela veut dire.

François Nordmann